

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22
novembre 2008. Annexes
Dossier documentaire

2. Dissidences et gauches solidaires – Le CIDÉPE

2008, 9 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

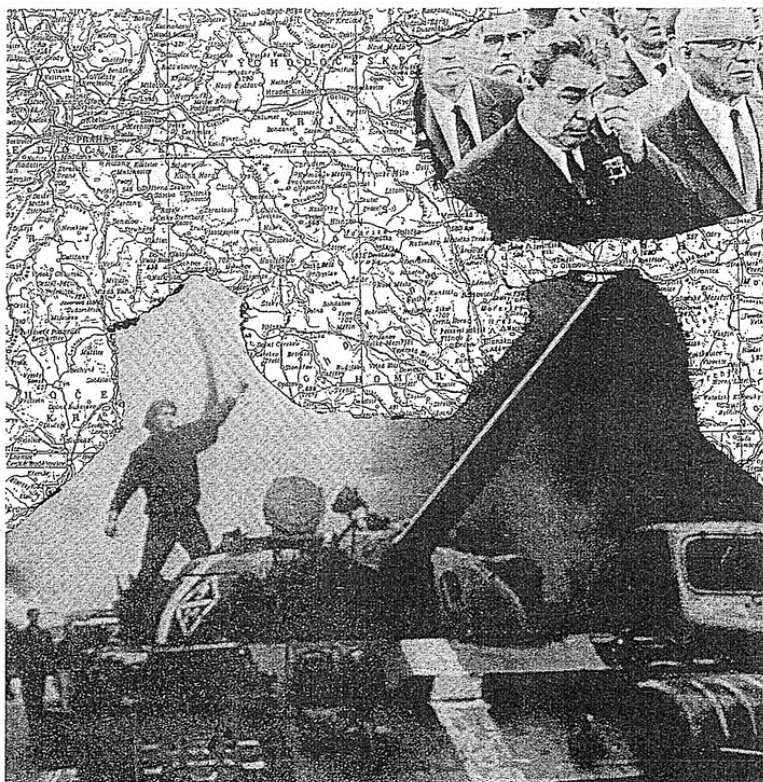
<http://carcob.all2all.org/IMG/pdf/autre_printemps_-_2_dissidences_et_gauches_solidaires_cidepe.pdf>

Pour citer cet article :

Référencement : « 2. Dissidences et gauches solidaires – Les comités d'aide (1973 – 1986) », in *Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008. Annexes. Dossier documentaire*, Bruxelles, CArCoB, 2008, [en ligne], <http://carcob.all2all.org/IMG/pdf/autre_printemps_-_2_dissidences_et_gauches_solidaires_cidepe.pdf>, (date de consultation).

4. Le Comité d'initiative pour la Défense de la Paix en Europe (CIDÉPE)

proche de la mouvance maoïste, et à la base du Comité « Tchécoslovaquie dix ans » et d'initiatives contre la guerre soviétique en Afghanistan.



POLEN

13. 12. 81.

Solidarność
BIALOCZKA

EXTRAITS DE LA PLATE-FORME

La lutte pour la paix doit être dirigée sans équivoque contre les deux superpuissances, l'Union Soviétique et les Etats-Unis. La lutte entre les puissances impérialistes pour un nouveau partage des sphères d'influence dans le monde est à l'origine des guerres mondiales. A l'époque actuelle, une guerre mondiale ne peut naître que de la lutte que mènent entr'elles ces deux superpuissances, les Etats-Unis et l'Union Soviétique pour étendre leur influence politique, militaire et économique dans tous les continents.

L'impérialisme américain s'apprête à défendre ses positions déclinantes partout dans le monde, par n'importe quel moyen.

L'Union Soviétique cache sa politique impérialiste derrière des slogans sur "l'aide internationale et la coopération socialiste".

La lutte entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis pour la domination économique de l'Europe et pour le contrôle de l'Europe occidentale industrialisée est menée violemment. Cette guerre économique présage une guerre véritable. L'Union Soviétique et les Etats-Unis appliquent sans arrêt le dumping dans le but de chasser leur concurrent du marché. L'Union Soviétique mène, comme les Etats-Unis, une politique visant à rendre l'Europe occidentale dépendant d'eux en matière d'énergie.

Le CIDÉPE constate que les superpuissances n'arrêtent pas de faire une propagande sur la "paix" et la "détente". Pourtant, l'amère réalité est toute autre. L'Union Soviétique et les Etats-Unis augmentent sans arrêt le nombre et la qualité de leurs armes destructrices, dans le seul but d'acquiescer la suprématie militaire et d'établir leur domination dans le monde. La rivalité entre les Etats Unis et l'Union Soviétique porte moins sur le nombre d'armes stratégiques que sur leur qualité, et c'est autour de cette qualité que la lutte s'est engagée avec une violence redoublée.

Cette rivalité se concentre sur l'Europe et le danger d'une troisième guerre mondiale existe surtout en Europe.

Les peuples d'Europe ont vécu les horreurs de deux guerres mondiales et pour cette raison ils attachent à juste titre la plus grande importance à la défense de la paix mondiale.

La Russie et l'Amérique essaient de détourner le mouvement pour la paix vers de faux objectifs, afin de cacher leurs véritables préparatifs de guerre.

Demandez la plate-forme du CIDÉPE - joignez deux timbres à 6F 50.

NOS OBJECTIFS :

Le Comité d'initiative se prononce pour les objectifs suivants qui peuvent être approuvés par tous ceux qui ont vraiment à cœur la paix en Europe.

1. - L'Union Soviétique et les Etats-Unis doivent retirer toutes les armes nucléaires de l'Europe.
2. - L'Union Soviétique et les Etats-Unis doivent s'engager à ne jamais être les premiers à employer des armes nucléaires.
3. - L'Union Soviétique et les Etats-Unis doivent se déclarer prêts à participer à une conférence qui doit décider de l'interdiction totale de l'usage et de la fabrication d'armes nucléaires et de la destruction de toutes les armes nucléaires existantes.
4. - L'Union Soviétique et les Etats-Unis doivent retirer de l'Europe orientale et occidentale toutes leurs troupes, bases et installations militaires.
5. - L'Union Soviétique et les Etats-Unis doivent retirer de la Méditerranée et des mers de l'Europe du Nord tous leurs bâtiments de guerre.
6. - L'Union Soviétique et les Etats-Unis doivent renoncer à toute intervention ou contrôle dans les pays de l'Europe orientale et occidentale.
7. - Dissolution du Pacte de Varsovie et de l'Otan.
8. - Tous les accords militaires bilatéraux entre l'Union Soviétique ou les Etats Unis et les pays de l'Europe orientale ou occidentale doivent être annulés.

Le Comité d'initiative œuvrera pour que le gouvernement belge défende ces objectifs sur le plan international. Lutter pour la paix signifie aussi lutter contre toutes les forces réactionnaires en Belgique qui veulent entraîner notre pays dans une guerre mondiale aux côtés des Etats-Unis ou de l'Union Soviétique.

Le peuple est la force décisive dans la lutte pour la paix. L'expérience historique de la résistance antifasciste héroïque contre l'Allemagne Nazie enseigne que les fauteurs de guerre les plus puissants vont inévitablement à leur perte quand les masses populaires sont vigilantes et quand elles prennent résolument les armes contre les forces qui commencent la guerre mondiale.

La victoire historique du Vietnam, du Laos et du Cambodge est un exemple pour tous les peuples. Quand les peuples du monde entier se mobiliseront pleinement, ils pourront faire échouer les plans criminels des Etats-Unis et de l'Union Soviétique pour une troisième guerre mondiale.

PRINCIPE DE TRAVAIL :

Le Comité d'initiatives poursuit une unité d'actions aussi grande que possible, entre les groupes et les organisations politiques, syndicales, sociales, culturelles et religieuses. Le comité d'initiatives s'adresse aux responsables, cadres et membres de tous les partis politiques, des organisations syndicales, sociales et professionnelles, des associations culturelles et religieuses, ainsi qu'à toute personne démocratique.

Le comité d'initiatives a adopté une plate-forme autour de laquelle il veut réunir toutes les forces, qui peuvent être réunies dans la lutte pour la paix et l'indépendance, contre les menaces de guerre des superpuissances. Il faut rechercher tout ce qui nous réunit, laisser de côté nos différences d'opinions, accepter que les différentes idées soient exprimées et en discuter dans un esprit d'unité ; voilà les principes sur lesquels nous voulons organiser la collaboration entre les différentes forces.



Initiatiefkomitee voor de verdediging
van de vrede in Europa

5 F

DE 21 EISEN VAN GDANSK



DE ZOMER VAN DE POOLSE ARBEIDERS

Polen staat al bijna een jaar in het nieuws. Foto's van arbeiders die in het openbaar de mis volgen. Lech Walesa op de schouders van zijn makkers, mijnwerkers die weigeren nog af te dalen zolang er niet onderhandeld wordt over veiligheid en een nieuwe vakbond, beelden van de Poolse TV waarop in de regel gezichten van bezorgde partijleiders verschijnen.

De Poolse zomer begon vorig jaar op 1 juli toen de vleesprijzen van de ene op de andere dag fors in de hoogte gingen. Maar volgens de Poolse kranten was er niets ernstigs aan de gang. Pas als de 23ste juli stakingen in Poznan losbreken spreekt 'de krant van 'werkonderbrekingen'. Poznan heeft in Polen nog altijd een speciale klank omdat er ooit in gelijkaardige omstandigheden als die 23ste juli doden gevallen waren. Eind juli lassen stakende spoorwegarbeiders in het goederenstation van Warschau een konvooi wagons aan de sporen vast. De goederentrein was geladen met een vracht vlees die voor de Sovjetunie bestemd was...Maar eigenlijk is alles maar als een repetitie te beschouwen van wat in augustus staat te gebeuren.

1. Aanvaarding door de partij en werkgevers van *onafhankelijke en vrije vakbonden*, die voortkomen uit de door de Volksrepubliek Polen geratificeerde Konventie nr. 87 van de Internationale Arbeidersorganisatie betreffende vakbondsvrijheid.

2. waarborgen voor het *recht tot staken* evenals bescherming van stakers en van hen die zich solidair hebben verklaard of steun hebben verleend.

3. Nakoming van de grondwet van de Volksrepubliek Polen die *vrijheid van meningsuiting en drukpers* garandeert. Waaruit volgt dat ook de onafhankelijke tijdschriften niet onderdrukt worden.

4. Indienstreding op de laatst vervulde arbeidsplaats van iedereen die wegens de verdediging van de rechten van de arbeiders ontslagen werd, *vooral de deelname aan stakingen tussen 1970 en 1976 en rehabilitatie van studenten* die wegens hun opvattingen aan de universiteiten werden geschorst.
Vrijlating van alle politieke gevangenen, zoals Edmunda Sadrozynskiego, Jan Kozlowski, Marek Kozlowski.

5. *Publikatie in de massamedia van informatie over de stichting van overkoepelende stakingscomités* en openbaarmaking van hun resultaten.

6. Konkrete stappen met het doel het land uit zijn *krisistoestand te halen* door volledige *openbaarmaking van informatie over de maatschappelijke, economische toestand* en het mogelijk maken van discussie over een hervormingsprogramma voor alle maatschappelijke lagen van de bevolking.

7. *Betaling van loon* aan alle arbeiders die aan de staking deelnemen.

8. *Verhoging van het basisloon* van alle arbeiders met 2000 zloty (ongeveer 2000 BF) per maand als compensatie voor de prijsstijgingen tot nu toe.

9. Garantie van een automatische loonstijging *gekoppeld aan de prijsstijgingen en de inflatie*.

10. Veiligstelling van een betere voorziening van de markt met *levensmiddelen* en de garantie dat *alleen overschotten worden uitgevoerd*.

11. Invoering van een bonnetjessysteem voor *vlees en vleesprodukten* tot de toestand op de markt normaal is.

12. *Afschaffing van het vrije prijssysteem* op eerste levensbehoeften en sluiting van *winkels* waar goederen alleen gekocht kunnen worden met *westerse valuta*.

13. *Invoering van regels voor de benoeming van leidinggevend kader* op grond van hun kwaliteit en niet op basis van hun lidmaatschap van de partij. *Afschaffing van privileges voor het leger, de veiligheidsdienst en het partijapparaat* door gelijkstelling van gezinstoelagen en afschaffing van de verkoop van goederen in *speciale winkels*.

14. *Verlaging van de pensioengerechtigde leeftijd* van vrouwen tot 50 en voor mannen tot 55 jaar en verlaging van het maximaal aantal jaren dat in Polen gewerkt moet worden van 30 jaar voor vrouwen en 25 jaar voor mannen, ongeacht de leeftijd.

15. *Gelijkschakeling van alle pensioenen* op het huidige niveau van de pensioenuitkeringen.

16. Verbetering van de *gezondheidszorg* en garanties voor een volledige medische zorg voor de werkende bevolking.

17. Waarborg van een toereikende capaciteit van de *kindercrèches* en kleuterscholen voor de kinderen van *werkende vrouwen*.

18. Invoering van een betaald *moederschapsverlof in de eerste drie jaren* voor de opvoeding van de kinderen.

19. Verkorting van de *wachttijden voor woningen*.

20. Verhoging van de daggelden van 40 naar 100 zloty en een duurtetoeslag.

21. Invoering van *vrije zaterdagen* voor arbeiders in ploegendiensten en continuïteitsdiensten. Als een vrije zaterdag niet mogelijk is, compensatie met meer vakantie of andere vrije dagen.

Le CIDÉPE est d'avis qu'il est grand temps d'alerter toutes les forces progressistes et démocratiques dans notre pays devant l'amère réalité du danger de guerre croissant. Jamais encore dans l'histoire, deux pays ne se sont préparés à la guerre d'une façon aussi intense que l'Union Soviétique et les Etats-Unis. Les cercles politiques des Etats-Unis et de l'Union Soviétique, responsables de la course permanente à l'armement et qui sont également les utilisateurs potentiels, n'hésitent pas un seul instant à parler systématiquement et de façon trompeuse sur la "paix" et la "détente".

Toutes les forces dans notre pays qui ont à cœur l'indépendance et la démocratie doivent considérer la lutte contre cette menace de guerre comme une tâche de toute première importance.

CARTE BLANCHE

LE SOIR 27/4/1984 · Adieu
au mouvement
pacifiste

par Jos BENI (*)

LA course aux armements est devenue folie par son coût et par l'évolution de la stratégie nucléaire.

Le mouvement pacifiste a eu le mérite d'éveiller les consciences à ce problème, mais il n'a pas su se faire porteur d'une alternative crédible, capable d'offrir une solution politique aux problèmes posés. L'imagination d'une telle alternative nécessite en effet la prise en considération de la réalité soviétique, en tant qu'impérialisme totalitaire. Le mouvement pacifiste a produit des dizaines d'analyses sur l'impérialisme U.S. et sur le complexe militaro-industriel, généralement très pertinentes. Il faut vraiment fouiller pour trouver une analyse quelque peu approfondie sur la stratégie militaire ou sa stratégie militaire. D'où l'incapacité d'imaginer une alternative qui prenne réellement les deux impérialismes en compte.

Et pourtant, entre la folie nucléaire et le désarmement unilatéral (les solutions faisant appel à la confiance en l'U.R.S.S. équivalent à un désarmement unilatéral), une troisième voie existe. Paradoxalement pour être plausible, elle doit se construire indépendante d'une réponse de l'U.R.S.S., mais sans mettre notre sécurité en danger. C'est qui demande la recherche d'une défense active reposant sur une dissuasion non nucléaire et une stratégie résolument défensive. L'idée est simple et technologiquement de plus en plus réalisable. Il n'est pas évident qu'elle exigera des sacrifices financiers comme les lobbies militaires essaient de le faire croire. Les obstacles sont surtout politiques.

Il est difficile de croire que la droite puisse réaliser un tel projet. Celle-ci utilise la menace soviétique pour nourrir la course aux armements et les plantureux profits qu'elle engendre. La droite aime « l'ordre » qui règne au-delà du rideau de fer. Elle applaudit *Solidarnosc* en Pologne, mais vote partout les lois antigrèves.

Il est dès lors difficile de demander aux jeunes de soutenir un projet de défense élaboré par ceux-là mêmes qui sans cesse s'attaquent aux acquis sociaux. Les jeunes sont prêts à défendre un mode de vie, une société de bien-être social et non une société où la soif du profit les réduit au chômage.

Reste la gauche pour porter ce projet. Mais cela nécessite qu'elle s'intéresse à la chose militaire et ne se complaise pas dans une opposition démagogique. Il faudra qu'elle accepte l'idée d'une défense européenne, c'est le prix indispensable à payer pour se libérer à terme, économiquement et militairement, des Etats-Unis. Il faudra qu'elle élabore une stratégie qui lui permette de résister à l'U.R.S.S. A ces conditions-là, un projet de défense porté par la gauche pourra réellement convaincre tous les démocrates épris de Paix.

Existe-t-il suffisamment d'hommes au niveau européen pour développer une telle alternative ? Il faut l'espérer, car ce problème constitue l'un des enjeux principaux des deux décennies à venir (1) : défendre toutes les libertés menacées au sein de nos propres sociétés, conquérir de nouvelles libertés économiques face au « totalitarisme économique » des U.S.A. (2), sans se laisser finlandiser par le totalitarisme russe.

(1) L'autre enjeu étant la lutte contre la faim dans le monde. Mais ici aussi, seule une vision de gauche au niveau européen peut offrir une alternative au tiers monde coincé entre les deux superpuissances.

(2) Je parle de totalitarisme économique au sens premier du mot totalitaire : « qui englobe la totalité d'un ensemble donné ». Les U.S.A. sont bien maîtres, à travers le F.M.I., de nombreuses multinationales, le rôle du dollar, etc., de la totalité de l'économie mondiale et pas seulement du monde « libre ». Mais je n'ai pas dit « totalitaire tout court », qui suppose une concentration dans les mêmes mains au moins des monopoles économiques, politiques et culturels, ce qui n'est pas le cas des U.S.A., mais bien de l'U.R.S.S.

(*) Membre jusqu'en 1983 du bureau de coordination pacifiste francophone, le Comité national d'action pour la paix et le développement (C.N.A.P.D.).

Manif 21/08/1978

COMITE «TCHÉCOSLOVAQUIE 10 ANS»

APPEL

Le Comité «Tchécoslovaquie 10 ans» lance l'appel suivant afin de mobiliser activement l'opinion publique et exiger :

- Le retrait des troupes soviétiques et le retour à la souveraineté et l'indépendance de la Tchécoslovaquie.
- La libération de tous les prisonniers politiques en Tchécoslovaquie et le soutien à la lutte de l'opposition démocratique en Tchécoslovaquie.
- La réintégration dans leur emploi de toutes les victimes des licenciements sanctionnant la non-acceptation de la 'normalisation' et le respect des droits démocratiques.

Le comité «Tchécoslovaquie 10 ans» attend des signataires de cet appel qu'ils défendront également les droits démocratiques à d'autres occasions, chez nous et ailleurs.

Liste des signataires (26-7-78)

Au plan national :

Aktie Kritisch Onderwijs (AKO) - Comité d'Initiatives pour la Défense de la Paix en Europe (CIDÉPE) - Christelijke Volkspartij Jongeren (CVP-jongeren) - Collectif Nouvelle Scène Internationale - Demokratische Katholieke Landelijke Jeugd (DKLJ) - L. Dostel Centrum - Etudes et Dialogue - Hypothèse d'Ecole - Jeunesse Etudiante Catholique (JEC) - Jeunesses du Front Démocratique des Francophones (JDF) - Jeunesse Rurale Catholique (JRC) - Jeunes Sociaux Chrétiens (JSC) - Jongereengemeenschappen - Front National Pour une Médecine au Service du Peuple - Ligue Anti-Impérialiste (LAI) - Mouvement Marxiste-Léniniste (MML) - Muziek en Maatschappij - Parti Communiste Révolutionnaire (PCR-l'Exploité) - Pour le Socialisme - Rode Jeugd - Sociaal Olympische Jongerenbeweging - Tout le Pouvoir aux Ouvriers (TPO) - Union Populaire de Turquie à Bruxelles (BTHB) - Vlaams Internationaal Centrum (VIC)

Théâtre Ouvrier(ATO) - Chiro - Hypothèse d'Ecole - Sionistische Socialistische Organisatie - Union Communiste Marxist-Léoniste de Belgique(UCMLB) - Volksunie Jongeren(VUJO)

Au plan régional ou local :

ABVV Voedingscentrale Brugge - Broederlijk Delen Hasselt - Centre Galilée (UCL) - Collectif Avocats, Bruxelles - Culturele Centrale (ABVV) West-Vlaanderen - Clinique Malibran (Ixelles) - Elcker-Ik Leuven - Infir Jeunes Charleroi - Jeugd Advies Centrum (JAC) Kortrijk - Justice et Paix Bruxelles, Jumet - Kulac - Jeugdhuis JEK - Maison de Jeunes «Au Mégot» - Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC) Bruxelles - Mutualiteit der Jonge Arbeiders (MJA) Limburg - N.C.O.S. Limburg - Snuffel Centrum Brugge - Take it Easy, Bornem - Universitaire Parochie Leuven - Wereldwinkels Alken, Hasselt, Merchtem, Merksem, Kortrijk, Strombeek, Tongeren.

Anders Gaan Leven(AGALEV) Antwerpen - Centrum voor Vorming en Aktie(CVA) Leuven - Etudes et Dialogues - Fondation et Théâtre Jacques Gueux - Jeugdclub Tervuren - Jeugdclub Den Destel - Jeugdclub Jebra Brasschaat - Jeugdclub Sjaloom Machelen - Jeugdhuis JEKO Kortrijk - Jeugdhuis 't Schuurke Harelbeke - Jeunes CSC Marcinelle, Charleroi - Katholieke WerkliedenBond (KWB) verbond Waasland - Ontmoetingscentrum 't Klokhuis Hamme Theater 19 Brugge - Universitaire Parochie Kortrijk - Wetswinkel Antwerpen - Wereldwinkel Leuven .

Mandataires politiques :

M.P. Vermeylen, ministre d'Etat - Mmes et MM. P. Bertrand (RW) - W. Calewaert (PSB) - J. Gol (PRLW) - Cl. Smitt (CVP) - Ch. Talbot (RW) - F. Perin (PRLW), Sénateurs.

MM. B. Cools (PSB) - W. Kuypers (VU) - A. Smets (CVP) - J. Van Elewijck (PSB), Députés.

MM. Corent (FDF, Jette) - Decléir (VU, Brasschaat) - G. Depraetere (CVP, Bruges) - R. Garcia (PSB, Jette) - H. Ghyoot (Bruges) - K. Merckx (TPO, Hoboken) - S. Neef (BSP, Anvers) - Scheurmans (Borgerhout) - H. Van de Walie (Mortsel) - F. Vanpleteren (Bruges) - M.L. Vanrobaye (CVP-Bruges), conseillers communaux.

L. Van Den Bossche (Bureau Nat. PSB) N. Maes (VU) -

A. Voets (burgemeester, CVP-provincieraadslid Diepenbeek) - J. Fabry (CVP Diepenbeek) -

J. Thijs (Diepenbeek) - R. Veulemans (BSP Diepenbeek) - J. Van den Bilcke (BSP Brugge) -

F. Willockx (St. Niklaas).

Mandataires syndicaux :

J. De Greef (secr. Métal, FGFB) - De Grijsse (dél. Clayson) - W. De Praux (secr. ABVV) - F. Gélina (dél. CSC) - A. Jordens (KWB, Leuven) - Jaminon (secr. CNE) - L. Laureys (prés. ACW, Zelzate) - F. Martou (prés. MOC, Bruxelles) - M.T. Van Aschen (CSC, Verviers) - R. Vandepitte (Centr. cult. Bruges) - S. Van Pottelbergh (secr. ABVV, centr. alim. Bruges) - R. Vlieghe (dél. FGFB, Cockerill)

J.C. Cartiaux (CSC Jupille) - E. Cuypers (sekr. ACV Mol) - De Blicke-Lamoën (metaal) -

L. Daelmans (CSC Phenix Works) - M. Di Martino (FGTB Chertal) - E. Remouchamps (secr. féd. CSC Liège) - L. Smal (secr. CSC) - Suarez Cueva (dél. princ. CSC Mangé) - M. Thirion (CSC Liège) - R. Vanderlinden (secr. BTB Gent) - J. Van Robaey (secr. ABVV/BTK Brugge) -

M. Installé (service d'étude CSC Bruxelles) - P. Perpet (sekr. KWB Verbond Waasland).

Mgr. P. Schruers, Evêque auxiliaire du Limbourg

J. Olsen (ligue belge des Droits de l'Homme) - P. Janssens (secr. nat. MJT) - R. Debuyck (secr. nat. Faucons Rouges) - D. Robberechts et W. Spillebeen (écrivains) - R. Franck, F. Houtart, R. Lavendhomme, J. Noël, P. Pestiau et M. Tyssens (professeurs)

J. Baerten (VUB) - J. Dhorzée (ISCO) - L. FLam (VUB) - M. Gevers (UCL) - P. Lévy (UCL) -

Fournaux (Liège) - J. Maton (RUG) - R. Masschelein (KUL) - H. Michels (KUL) - R. Raes (VUB)

N. Rouche (UCL) - Suetens (KUL) - J. Van Langendonck (KUL) - Van Gerven (KJL) - Vandenberghe

(KUL) - J. Weyers (UCL) et plus de cent autres signataires.

BRUX 10 E

CIDÉPE

Pour le CIDÉPE, il est très important de commémorer l'intervention militaire et l'occupation de la Tchécoslovaquie. Pourquoi ?

Une des idées centrales de notre plateforme est que le danger de guerre augmente en Europe et cela à cause de la rivalité croissante de l'Amérique et de l'Union Soviétique. En 1968 l'Union Soviétique a montré clairement pour la première fois qu'elle a recours à sa force militaire quand l'un ou l'autre pays ne veut plus faire ses quatre volontés. Depuis 1968 on voit clairement que l'Union Soviétique applique une politique d'ingérence militaire pour défendre ses intérêts et cela dans de plus en plus d'endroits dans le monde.

Depuis 1968, tant l'URSS que l'Amérique ont perfectionné leur appareil militaire et poussé leurs préparatifs militaires. En même temps la crise économique est apparue dans les deux pays. Nous savons comment les grandes puissances résolvent ce genre de problème. Développement de leur sphère d'influence économique, accroissement des conquêtes territoriales. A cet égard, l'Europe Occidentale est pour tous les deux un terrain intéressant par sa grande force économique, par l'habileté technique de ses travailleurs, par sa position stratégique. C'est d'ailleurs à la frontière entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest que les deux superpuissances ont concentré une très grande part de leurs forces militaires respectives.

L'Union Soviétique a montré clairement en Tchécoslovaquie qu'elle agit avec les armes quand elle juge nécessaire. Vu la menace des deux superpuissances, une discussion sérieuse sur "la défense et le désarmement" s'avère indispensable.

En Tchécoslovaquie un important processus de démocratisation était en cours. La révolte populaire spontanée après l'invasion a montré que le peuple soutenait cette démocratisation et qu'il voulait la défendre

avec le courage du désespoir. La réponse soviétique fut claire : des manifestants tués, les dirigeants du printemps de Prague expédiés à Moscou où un 'diktaat' russe fut soumis à leur signature.

Des milliers de membres du parti, des gens issus du monde artistique, des milieux sportifs, de l'enseignement, de simples travailleurs furent privés de leur travail. A l'heure présente, cette répression est loin de diminuer. C'est cette sorte de démocratie que l'Union Soviétique impose au peuple tchécoslovaque et à son propre peuple.

Le CIDÉPE ne se prononce pas pour l'un ou l'autre système politique. Nous défendons le droit pour chaque peuple de choisir lui-même son système politique et de défendre ses droits et ses libertés démocratiques fondamentales.

Le CIDÉPE soutient l'appel du "Comité Tchécoslovaquie - 10 ans". Cet appel donne la possibilité d'une large mobilisation. La liste des organisations et des personnes signataires montre que cet appel a été entendu dans toutes les couches de la population et dans tous les milieux politiques. L'opinion démocratique belge prend ici ses responsabilités: l'indépendance et la démocratie d'un pays ne seront pas anéanties. Nous voulons souligner clairement ici que les signataires de "l'Appel" s'engagent aussi dans d'autres occasions, dans leur propre pays et ailleurs dans le monde à se lever pour défendre les droits démocratiques.

Ce n'est sûrement pas en regardant passivement ou en faisant une déclaration "conciliante" qu'on pourra amener les deux superpuissances à de meilleurs sentiments. La meilleure réponse à leur politique est la mobilisation populaire. "L'Appel" donne cette possibilité. Nous devons nous efforcer de rassembler toutes les forces démocratiques autour de cet objectif.

Le bureau permanent du CIDÉPE.